

Motion d'orientation commune
au collectif trans-tendances AGIR ! et à PSL (Pour un Syndicalisme de Lutte)

Pour un SNESUP combatif et démocratique

La dynamique du « tous ensemble » a marqué la bataille contre la réforme des retraites. Ce chemin est le nôtre. Dans une logique de dépassement d'un fonctionnement syndical sclérosé et archaïque en tendances qui, sous l'égide des « majoritaires », divise plutôt qu'il ne rassemble, le collectif **AGIR !**, le courant de pensée "**Pour un Syndicalisme de Lutte**" et des syndiqué.e.s dans les sections proposent une démarche démocratique novatrice et un texte d'orientation commun. Notre objectif est de lutter avec détermination contre les régressions imposées à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche (ESR) par un pouvoir au service de la finance, en redonnant la priorité aux sections syndicales locales.

Il s'agit pour nous d'organiser la force collective universitaire pour sortir de l'austérité des budgets, défendre nos statuts, nos missions, nos droits, nos libertés et pratiques, pour un service public de qualité, et rendre espoir et confiance.

Nécessité d'un syndicalisme combatif

La puissance de la mobilisation contre la réforme des retraites est révélatrice d'une résistance populaire porteuse d'espoir. Ces luttes prolongent celles de l'automne pour les salaires. Par son refus de retirer son projet, de consulter le peuple, de taxer les richesses alors que les grandes entreprises capitalistes annoncent d'insolents profits et que le peuple subit l'inflation, ce gouvernement joue un jeu dangereux pour la démocratie !

En plus de la LRU, nos établissements subissent désormais la logique destructrice de la LPR et des « statuts expérimentaux », nouvelle étape de la sape du service public de l'ESR. Dans ce contexte, notre syndicat doit adopter une orientation plus combative pour stopper ce saccage et rebâtir collectivement une université démocratique, émancipatrice et non inféodée au libéralisme ! Face aux coups portés à l'ESR, le SNESUP doit adopter une véritable stratégie mobilisatrice afin d'honorer ses mandats parmi lesquels :

- défense des personnels (salaires/statuts/carières/droits sociaux)
- refus du localisme
- abrogation de ParcoursSup et de MonMaster, outils de sélection sociale
- rejet de la marchandisation des formations (numérique, certifications, FC) et de l'autofinancement sous-jacent
- opposition aux modalités de pilotage de la recherche par l'évaluation et les appels à projets
- exigence de financements pérennes et des emplois statutaires à hauteur des besoins
- lutte contre la précarité
- rétablissement des prérogatives des CAP et CNU (promotions, qualifications)
- avec la FSU, révision en profondeur d'une formation ambitieuse des enseignant.e.s à la hauteur des enjeux.

En bref, le SNESUP doit défendre le service public d'ESR, sa gratuité, la qualité des diplômes et des formations.

Afin de contrer les choix du pouvoir, il devient urgent d'articuler luttes locales et campagne médiatique d'ampleur, pour :

- mettre fin à l'infamie de l'emploi précaire et au scandale des vacations et des HComp payées au SMIC,
- une nette revalorisation indiciaire et un retour aux mêmes primes statutaires pour tous (y compris contractuels) intégrées à terme dans les salaires,
- faire bénéficier les MCF et PR des avancées obtenues par les PRAG-PRCE en mettant fin aux blocages de classe (accès à la HC des MCF et passage PR2/PR1),
- refuser les CPJ,
- obtenir une vraie promotion interne pour l'accès des MCF au corps des PR (avec égalité H/F, prise en compte de l'impact des maternités sur les dossiers recherche, objectif PR/MCF à 50/50) et une fin de carrière normale d'EC au niveau PR1.

Pour qu'un syndicat soit combatif, il faut qu'il soit démocratique

Or, des freins internes existent. Un fonctionnement devenu très vertical et une certaine défiance favorisée par le fonctionnement en tendances, bloquent les initiatives et limitent la réactivité du syndicat.

Caractéristique de cette dérive, un mandat, pourtant voté lors du dernier congrès, pour l'égalité des primes statutaires (EC et PRAG/PRCE) n'a pas été défendu par l'exécutif à majorité AS et EE-PSO qui a refusé le

lancement d'une pétition nationale que nous avons proposée à la Commission Administrative Nationale dès septembre 2021. Reprise par une section locale, cette pétition a recueilli en quelques jours 800 signatures mais, au sein de la CAN, si les élus *AGIR!* et PSL ont signé, les autres ont presque tous refusé. Une véritable faute de l'exécutif car au final, le ministère n'a pas bougé et la position syndicale incompréhensible a favorisé l'apparition d'un « collectif 384 » ambigu qui, par ailleurs, porte des demandes dangereuses de sortie des PRAG/PRCE de leurs statuts nationaux protecteurs.

Nous proposons une régénération démocratique de notre syndicat :

- Création, pour les représentants des sections, d'une 2^e voie d'accès à la CAN afin de la rapprocher des syndiqués ;
- Renforcer l'activité des permanences nationales, recruter et former des militants pour cette tâche essentielle de défense des collègues ;
- Redonner aux secteurs du syndicat une véritable capacité d'initiative collective et les moyens d'intervention ;
- Dissocier du BN le comité de rédaction du Mensuel, l'ouvrir aux militant.e.s, faciliter l'expression des sections.
- Limiter le nombre de mandats nationaux successifs (CAN/BN) ;

L'exigence d'abrogation des lois LRU, Fioraso et LPR n'est pas une posture. Nous militons pour un syndicalisme au service de tous, pour le rayonnement d'un service public gratuit, démocratique, de qualité. Au plus près des sections, les forces vives de notre syndicat doivent permettre de construire à tous niveaux des rapports de forces qui articulent les enjeux locaux et nationaux.

Dans un paysage syndical morcelé, la responsabilité du SNESUP, premier syndicat de l'ESR, est grande. Il doit être le catalyseur pour donner aux orientations écologiques, économiques, sociales et universitaires de notre pays un cap progressiste et humaniste. Construisons un rapprochement avec d'autres (CGT, Solidaires...) vers un syndicalisme de masse pour résister, redonner espoir et rebâtir ensemble le service public d'ESR dont notre pays a besoin.

La situation appelle un renouveau démocratique et organisationnel de notre syndicat.

Participez au vote de votre section !

Pour un SNESUP fédérateur, combatif, votez pour cette motion de rassemblement.

Premiers signataires (en gras nos candidats à la CAN) : **M-S. AROUI**, F. BENEY, D. BERGER, H. BEZILLE, C. BRAU, **M-F CARNUS**, **N CARMINATTI**, E. CAUVIN, R. CHAULET, **V. CHEVALIER**, D. CLARYS, P. DUPONT, J. FABBRI, C. FABRE, N. FIORI-DUHARCOURT, **N. FERREY**, **I. FILLION-QUIBEL**, **A. FREITAS**, S. GENEVOIS, **F. GRIMAL**, **S. GUICHETEAU**, J. GUYOT, **C. HOFFMANN**, **M. INSUA**, S. JANNIARD, C. JOBET, **X. LAMBERT**, **F. LAORDEN**, A. LASSERRE, G. LEFER-SAUVAGE, **K. LUEKEN**, **M. MARTINEZ**, Y. MATHERON, N. MAUMON, L. MERCURI, P. MOTHESS, S. MOUTIER, A-M. O'CONNELL, **A. PAGANO**, **E. PELLET**, D. PEYTAVI, **S. PITTIA**, N. POUYANNE, V. ROCHAIX, M. ROGEZ, **H. TERMINASSIAN**, **H. ROMOTH**, J. ROUSTAN, M. SIABATO, M. SAYAH, M-T. SCHETTINO, **F. SPAGNOLI**, **G. TOLLET**, F. TOUPIN,

d'Angers, Amiens, Besançon, Bordeaux, Caen, Cergy, Clermont-F, Créteil, Evry, Grenoble, La Réunion, La Rochelle, Lyon, Marne-la-vallée, Mayotte, Mulhouse, Nanterre, Nantes, Nice, Paris, Rennes, Toulouse, Tours ou retraité.es.

Suite de la liste sur <https://agirsnesup.fr>